

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT, À RODEZ LE 29 MAI 2013.

29 MAY 2013 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Messieurs les dirigeants de BOSCH,

Merci de m'avoir permis de visiter cette belle entreprise. Merci de m'avoir accueilli. Je salue les salariés, sans lesquels il n'y aurait pas de production ici. Je veux vous dire combien j'ai été fier, comme président de la République, de constater qu'en France nous avons des sites industriels qui sont capables d'être au niveau de l'excellence.

Je viens avec deux ministres : la ministre des Collectivités locales qui, ici, est chez elle et le ministre du Travail qui est aussi chez lui, ici, puisque c'est une usine. Je salue le président de la Région, le président du Département, les parlementaires, les élus, le maire de la commune, parce que les partenaires locaux sont indispensables à la réussite industrielle.

Vous pouvez vous poser cette question : pourquoi venir à Rodez ? Pourquoi venir, ici, non pas chez BOSCH, mais, comme l'on m'a dit « à la BOSCH », c'est ça ? D'abord, parce que c'est la première entreprise de votre département : 1 600 salariés. L'avenir de l'entreprise, c'est donc l'avenir du département.

La seconde raison, c'est parce que, ici, c'est une entreprise allemande et l'employeur allemand le plus important de France. Demain, je vais rencontrer Madame MERKEL. Il était donc très important que je puisse lui montrer que l'amitié franco-allemande, c'est aussi l'entreprise BOSCH qui en est le symbole. Et puis, il y a une troisième raison à ma présence devant vous. C'est que vos représentants syndicaux et la direction de l'entreprise avec votre accord ont été capables de conclure une négociation pour permettre à votre entreprise d'avoir, au moins pendant 5 ans, sans doute davantage, une visibilité, une clarté sur des engagements mutuels.

Ce n'est jamais facile de conclure une telle discussion. Il y a des moments plus délicats que d'autres. Il m'a même été rapporté qu'il y a eu une grève d'un jour et demi et qui s'est bien passée. Cela fait partie, aussi, de la discussion, de la pression.

Pourquoi c'est un bon accord ? Pas simplement parce que les partenaires sociaux l'ont signé, mais parce que c'est un accord équilibré, parce que c'est un compromis, parce qu'il permet à l'entreprise d'être plus compétitive encore et aux salariés d'être mieux protégés.

Qu'est-ce qui a fait que, à un moment, il y a eu la conclusion ? D'un côté, les dirigeants de l'entreprise ont pris un engagement : 30 millions d'euros d'investissement. Ce qui veut dire l'amélioration encore du parc machine et la capacité de l'entreprise à aller de l'avant, à innover, à être en pointe. Cela, c'était ce qui pouvait rassurer les salariés.

Du côté des salariés, il y a eu cette acceptation de moduler le temps de travail en fonction de l'activité. Il y a eu un point qui a, sans doute, été le plus délicat : la modération salariale. Avec la promesse, si les choses vont mieux demain, d'avoir un « rattrapage ».

Et puis, il y a eu aussi ces départs à la retraite, ou plus exactement en pré-retraite, compensés trop peu pour certains, mais c'était déjà beaucoup pour l'entreprise par des embauches de jeunes, préfigurant d'ailleurs le contrat de génération. C'est-à-dire l'idée que, dans une même entreprise, il peut y avoir des salariés qui attendent la retraite et puis des jeunes qui rentrent avec un contrat à durée indéterminée, les premiers passant leur expérience aux seconds et les seniors restant aussi longtemps qu'ils le veulent dans l'entreprise, et les jeunes pouvant enfin accéder à l'emploi. Vous avez, d'une certaine manière, préfiguré le contrat de génération.

Pourquoi fallait-il faire cet accord ? Parce que nous avons un enjeu industriel. Vous devez, nous devons être les meilleurs, avec une compétition et une concurrence qui sont devenues maintenant mondiales avec les pays émergents cela ne veut pas dire avoir les mêmes salaires, la même protection sociale qu'en Chine ou en Inde. Cela serait insupportable, inacceptable pour nous.

Être capables d'investir plus que les autres. Être mieux adaptés encore aux marchés sur lesquels vous êtes en compétition. Être capables d'être aussi mieux formés, cela va être l'enjeu d'une négociation qui

va souvrir.

Des syndicats mont alerté là-dessus : comment faire pour que nous puissions attirer les jeunes pour venir travailler ici, en alternance ? J'ai rencontré un certain nombre d'entre vous qui êtes en apprentissage ou qui êtes venus, d'abord en apprentissage, pour ensuite être salarié. Cela doit être notre devoir, notre obligation : attirer les jeunes, les mettre en situation de pouvoir occuper les emplois, les métiers de l'industrie

Nous avons aussi à préparer la filière automobile. Dans la conversation que j'avais avec vos représentants, il m'a été posé la question du Diesel puisqu'ici vous êtes dans une production qui est liée à ce carburant. Vous devez être les meilleurs et vous êtes déjà les meilleurs, pour qu'avec votre injecteur, il n'y ait pas de particules qui puissent être nocives. Je vous assure que nous ferons en sorte que le Diesel ait toujours sa place à ces conditions-là. Sans qu'il soit besoin de bousculer la fiscalité. Nous devons être les meilleurs disais-je, aussi dans la recherche, dans l'innovation. C'est pourquoi il y a eu ce pacte de compétitivité et de croissance, suite au rapport GALLOIS, avec un crédit d'impôt. C'est-à-dire une baisse du coût du travail pour l'entreprise et une marge qui peut donc être donnée à vos dirigeants, pour qu'ils investissent davantage, qu'ils embauchent davantage, qu'ils exportent davantage. Ou qu'ils recherchent davantage les produits de demain.

Nous avons aussi vocation à développer la filière automobile. Nous nous posons tous des questions. Il y a une diminution de la production, ces derniers mois ou ces dernières années. Il y a une récession qui s'est installée en Europe et nous pouvons, dans le secteur automobile, en être les victimes.

Comment réagir ? Organiser la filière automobile, faire qu'entre les donneurs d'ordres, les producteurs automobiles et les sous-traitants, il puisse y avoir une coopération, une organisation et un soutien de l'Etat pour la structuration de cette filière. Tout à l'heure, le dirigeant de BOSCH nous disait : mais il faut faire une politique industrielle européenne ! Nous rapprocher Français, Allemands et Européens pour travailler sur cette filière automobile, c'est bien mon intention.

Dans l'idée que j'ai de la construction européenne, il y a bien sûr des disciplines budgétaires. On nous les rappelle. Nous respecterons nos engagements. Il y a des réformes à mener, parce que ce sont des réformes qui doivent nous permettre d'être plus compétitifs. Il n'y a d'ailleurs pas besoin de recommandations européennes, c'est évident !

Et puis, il y a aussi dans ma conception de l'Europe, une politique industrielle, une politique énergétique, une politique qui nous met, nous l'Europe, première puissance économique du monde, en situation d'être justement les meilleurs au monde. Il faut en finir avec l'image que l'Europe renvoie d'un continent en crise alors que partout ailleurs, aux Etats-Unis, en Chine, en Amérique latine, la croissance est là.

Nous devons donc, nous les Européens, une fois que nous avons réglé la crise financière c'est déjà largement le cas, une fois que nous aurons réglé les questions budgétaires, nous mettre dans cette situation : être plus compétitifs sur le plan industriel avec des règles sociales qui doivent être communes à l'échelle de l'Europe.

Voilà ce que j'étais venu vous dire. D'abord, soyez fiers de ce qui se fait dans cette entreprise. Soyez conscients que l'accord qui a été signé peut inspirer d'autres entreprises partout en France. Soyez aussi fiers de la qualité de la négociation sociale. On dit souvent en France : les syndicats ne savent pas négocier. On pourrait dire : le patronat ne sait pas non plus négocier.

Et que constate-t-on depuis au moins un an je ne vais pas plus loin, mais au moins depuis un an ? On a été capable de signer des accords sur le contrat de génération dont je parlais tout à l'heure, dans un certain nombre de secteurs, sur le marché du travail ce qui paraissait impossible comme votre accord à conclure !

Nous avons réussi parce que, quand il y a de la bonne volonté, quand il y a de l'intérêt général, quand il y a aussi des contreparties aux sacrifices qui sont consentis, on trouve toujours un chemin. Je veux saluer le syndicalisme français. Celui qui signe des accords ici, tous les syndicats l'ont fait et même celui qui ne signe pas d'accord mais qui se met autour de la table et cherche, de bonne foi, à trouver la solution. On a besoin de ce dialogue, on a besoin de cette concertation, de cet esprit-là.

Bien sûr, nous ne pensons pas tous la même chose. Cela serait terrible d'ailleurs. Ici, j'espère que l'on pense un peu plus la même chose qu'ailleurs. Mais ce serait, pour la démocratie française, une situation épouvantable. Bien sûr, qu'il y a des intérêts contradictoires entre les dirigeants et les salariés. Mais, à

un moment, nous sommes du même pays, nous avons la même volonté de dépasser ce qui nous sépare pour nous élever, pour nous-mêmes, pour nos enfants. Nous avons une haute idée de nous-mêmes et de la France. Nous sommes donc capables de dialoguer et de signer des accords.

Il y aura d'autres discussions qui vont s'engager dans les prochains mois, notamment sur un thème qui m'a été, là-aussi, rappelé par les organisations syndicales : le thème des retraites. Parce que, même s'il y a beaucoup de jeunes, d'autres le sont moins. Et même ceux qui sont très jeunes pensent quand même à ce qui va se passer au terme de leur parcours professionnel.

Nous devons assurer l'avenir des retraites. Alors, c'est vrai tous les cinq ou dix ans, on nous dit : on a fait la dernière réforme des retraites, il n'y en aura plus. Et en fait, on constate qu'il faut y revenir. Si on ne fait rien, il y aura 20 milliards de déficit des régimes de retraite en 2020. Qui peut l'accepter ? Cela voudrait dire que l'on ne paye pas une partie des retraites ou que l'on emprunte pour payer les retraites et que l'on transmette ce fardeau à nos enfants ou à nos petits-enfants. Personne ne peut l'accepter.

Mais il doit y avoir des règles et ce sera l'enjeu de la discussion avec les partenaires sociaux. Le patronat dira : je ne veux pas payer davantage parce qu'il y a le coût du travail. Les syndicats des salariés diront : nous ne voulons pas travailler plus parce qu'il y a déjà beaucoup de chômage. Alors, il faudra bien trouver le compromis.

Le compromis, ce sera de faire contribuer davantage un certain nombre de Français et ce sera aussi de demander que, lorsque l'espérance de vie s'allonge, nous puissions travailler plus longtemps. Mais à une condition : c'est que l'on tienne compte de la pénibilité des métiers, de ceux qui travaillent la nuit, de ceux qui ont des jours particulièrement difficiles et qui sont exposés aux intempéries. Cela correspond à une grande partie du monde ouvrier. Ce sera donc l'objet de la discussion et des choix qui seront faits.

Mais, aujourd'hui, si nous nous rencontrons, c'est parce qu'il y a eu un bel exemple. Et c'est vous qui l'avez donné. L'exemple d'une belle entreprise, l'exemple de beaux produits, l'exemple d'un savoir-faire excellent, l'exemple d'un bon accord, l'exemple que l'on est capable malgré ce qui peut nous séparer à un moment de nous trouver ensemble pour assurer l'emploi, pour assurer l'avenir d'une industrie et d'un territoire l'Aveyron, Midi-Pyrénées, grand territoire industriel et puis pour assurer aussi la capacité que la France a, de préparer son avenir. Il y a un moment, quand il y a beaucoup de mauvaises nouvelles il pleut tout le temps, au moins depuis un an vous allez voir : cela va se lever.

Merci.